

# Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **48 (1990)**

Heft 2

PDF erstellt am: **10.08.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Bibliographie

## MICROECONOMIE POUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE: AIDE A LA MAIN INVISIBLE\*

Depuis fort longtemps, les économistes ont reconnu l'existence de travaux très utiles pour la société, mais qu'aucun individu, pris isolément, n'avait intérêt à effectuer. La quantité optimale de ces biens, appelés biens publics ou biens collectifs, ne peut pas être obtenue en utilisant les automatismes du marché. La politique économique de l'Etat trouve ici une justification théorique et un champ d'application très important.

Dans ce livre, l'auteur montre comment les méthodes de l'analyse microéconomique peuvent éclairer les décisions des autorités publiques. Il présente cinq sujets principaux avec les applications pratiques correspondantes.

Le premier chapitre est consacré au modèle désormais classique des biens publics. Au lieu de se limiter uniquement aux conditions d'efficacité, l'auteur présente aussi, très judicieusement, les effets redistributifs et les mécanismes d'incitation que les instances publiques peuvent utiliser pour déterminer la quantité optimale du bien public.

Si l'on peut exclure de la consommation du bien public les individus qui ne contribuent pas à son financement (par exemple, avec des émissions de télévision codées), on obtient une solution optimale en pratiquant des prix personnalisés. Toutefois, ce modèle ne peut pas s'appliquer aux biens publics purs.

Les problèmes de pollution de l'air ou de l'eau et, en général, les effets externes constituent un autre exemple important d'application des méthodes de la microéconomie dans le domaine des interventions étatiques. L'auteur montre les possibilités de contrôle de ces effets externes et donne même un exemple où l'Etat a intérêt à subventionner un bien qui pollue, lorsqu'il est impossible d'identifier qui a causé la pollution.

La politique tarifaire des chemins de fer et, en général, des entreprises avec des coûts marginaux décroissants, constitue un autre domaine d'application de l'analyse microéconomique. Comme le tarif optimal (prix égal au coût marginal) implique un important déficit budgétaire, on cherche des solutions qui n'ont pas cet inconvénient. L'auteur montre que, contrairement aux directives du Marché commun, l'équilibre budgétaire ne doit pas être obtenu pour chaque bien et pour chaque catégorie d'utilisateurs.

Les politiques anti-trust et les mesures visant à favoriser la concurrence sont un domaine où les résultats des théories microéconomiques récentes ne sont pas encore appliqués. Plutôt que de se limiter à la suppression des accords cartellaires, il faudrait encourager la concurrence potentielle qui est souvent beaucoup plus efficace pour lutter contre les abus des monopoles. L'auteur montre qu'il ne faut pas interdire certaines pratiques restrictives, car elles peuvent accroître la concurrence potentielle.

Le dernier chapitre montre qu'un traitement différencié des consommateurs peut être dans l'intérêt général. Même des conditions d'admission favorisant certains groupes d'étudiants ou des primes d'assurance différentes peuvent être justifiées du point de vue économique.

Cet ouvrage s'adresse à toutes les personnes intéressées à l'application de l'analyse microéconomique aux décisions de politique économique. L'appendice donne un résumé des principales notions théoriques utilisées.

Aurelio Mattei

---

\* Claude Henry, *Microeconomics for Public Policy : Helping the Invisible Hand*, Clarendon Press, Oxford, 1989.